



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 274 - 13 janvier 2015

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Manifestation « En avant toutes ! » - Appel collectif - Page 1
 - 2 - J-#Bougezpourl'IV - Féministes en Mouvements - Page 2
 - 3 - Je suis féministe, je suis Charlie - Chrisine Le Doare - Page 3
 - 4 - Féministes, nous sommes Charlie, nous serons dans la rue dimanche ! - Les Éffonté-es
 - 4bis - Nous condamnons les attentats, Nous dénonçons la stigmatisation des musulmans, Nous refusons « l'union nationale ». Pour l'unité populaire contre la réaction, Pour la solidarité entre les peuples - Organisation de Femmes Egalité - page 7
 - 5 - La loi Veil à 40 ans - Films, Théâtre, Débats - Maison des Métallos - Paris - du 17 janvier
 - 6 - Parisiennes debout ! - Mairie de Paris - 20 janvier - 18h00 - Page 9
 - 7 - Femmes libres en chansons - Radio Libertaire - Paris - 9 mars - Page 9
 - 8 - Livre « Avortées clandestines » - Xavière Gauthier - Page 9
-

MOBILISATIONS

- 1 - Manifestation « En avant toutes ! » - Appel collectif

MANIFESTATION

**En avant toutes !
Samedi 17 janvier
14h30 - Bastille**

"17 janvier 1975 - 17 janvier 2015, la loi sur l'avortement a 40 ans. Manifestation nationale pour les droits des femmes. En avant toutes ! ».

Le droit à l'avortement, des années de combat : Depuis 1920 : les femmes ont l'interdiction de disposer de leur corps. Leur vie sexuelle se réduit au droit à la reproduction.

- 1971 : publication du Manifeste des 343 femmes qui déclarent avoir avorté.
- 1972 : procès de Bobigny.
- 1973 : publication du Manifeste des 331 médecins déclarant avoir pratiqué l'avortement et création du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception). Celui-ci se livre à une pratique illégale de l'avortement par la méthode par aspiration.
- Le 17 janvier 1975 : promulgation de la loi sur l'avortement (précédée d'une loi autorisant la contraception). Elle est adoptée pour 5 ans à l'essai.
- 6 octobre 1979 : Nous sommes 50 000 dans la rue pour confirmer définitivement la loi.
- 1982 : obtention du remboursement de l'IVG après de nouvelles mobilisations.
- Durant les années 90 : actions de commandos contre les CIVG.

- 27 janvier 1993 : obtention par la CADAC du délit d'entrave à l'IVG.
- Loi du 4 juillet 2001 : l'ANCIC, la CADAC et le MFPP obtiennent la loi qui reconnaît comme droit unique, le droit à la contraception et à l'avortement. Enfin l'IVG sort du Code pénal !

Le combat des femmes pour le droit à disposer de leur corps est un combat permanent.

Le droit à l'avortement est toujours fragile. En Espagne, il a bien failli ne plus exister. Sans les manifestations massives de rue et la solidarité internationale, les femmes de ce pays ne pourraient plus accéder à ce droit.

En France, de nos jours, la loi Bachelot sur l'hôpital dite loi « Hôpital Patients Santé Territoire » entraîne, entre autres, la fermeture de nombreuses maternités où sont pratiquées les IVG. Ces fermetures compliquent l'accès à l'avortement et tendent à le réduire gravement.

Prenant appui sur la crise financière de 2008, les gouvernements successifs nous imposent des politiques d'austérité. Tout en faisant des cadeaux au patronat, ils détruisent les services publics : réduction de personnel et de moyens, privatisations, fermeture de structures notamment dans la santé. Les conséquences de ces choix politiques touchent de plein fouet les femmes. En effet, ce seront-elles qui s'occuperont à la maison des malades, des personnes âgées etc... et abandonneront leur travail ! Ces réductions de dépenses mettent en péril l'existence des associations qui luttent pour les droits des femmes.

Les mouvements réactionnaires sont à l'offensive, réactivent et développent leurs réseaux. Ils véhiculent et déversent des idées nauséabondes, anti démocratiques, rétrogrades, sexistes, LGBTIphobes. Ils rêvent d'une vision de la famille passéiste et de renforcer encore les inégalités femmes/hommes. Le gouvernement n'a cessé de reculer devant eux : sur les ABCD de l'égalité, sur les stéréotypes de genre. Il a aussi reculé sur la PMA pour toutes les femmes qui était pourtant une promesse du candidat Hollande. A contrario, il reste inflexible sur nos revendications.

C'est pourquoi le mouvement féministe appelle à reprendre la rue pour : l'abrogation de la loi Hôpital Patients Santé Territoire ; le maintien et le développement des services publics ; un centre d'IVG dédié par hôpital avec le choix de la méthode ; des moyens pérennes pour les associations ; la PMA pour toutes les femmes ; le rétablissement, développement et extension des ABCD de l'égalité

En 1975 on s'est battu, on a obtenu des nouveaux droits ! En 2015, il est grand temps de reprendre la rue !

Premiers signataires : CNDF, ACTIT, ANCIC, Association Bi'Cause, Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes, Atalante Vidéos Féministes, ATTAC, CADAC, Collectif 8 mars pour Toutes, Collectif 13 pour les Droits des Femmes, Collectif 20è/Tenon, Collectif Droits des Femmes 80, Collectif féministe contre le Viol, Coordination Lesbienne en France, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Conseil démocratique kurde de France, Éditions iXe, EELV, les éFFRONTÉ-e-s, L'égalité c'est pas sorcier, Ensemble!, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Fédération Sud-Santé Sociaux, Féminisme Enjeux - Théâtre de l'Opprimé, Féministes pour une autre Europe, Femmes égalité, Femmes en lutte Bagnolet, Femmes migrantes debout, Femmes solidaires, FièrEs, Fondation Copernic, FSU, Inter LGBT, Jeunes de l'Union Démocratique Bretonne, Lesbiennes of Color, Ligue des droits de l'Homme, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie, Maison des Femmes de Montreuil, Marches Mondiales des Femmes, Mouvement du Christianisme social, MJCF, NPA, Parti de Gauche, PCF, Planning Familial, Rajfire, Regards de Femmes, Réseau Féministe « Ruptures », Si les femmes comptaient, Snuep-FSU, Snuep Fsu Paris, SNUipp-FSU 13, Union des Femmes Socialistes (SKB), Union Syndicale Solidaires.

Avec le soutien de SOS Homophobie.

2 - J- #Bougezpourl'IV - Féministes en Mouvements

A l'occasion de la promulgation de la loi libéralisant l'avortement en France, le 17 janvier, Osez le Féminisme! lance avec les 44 associations des Féministes en Mouvements et plus

d'une vingtaine de partenaires la campagne #BougezpourLIVG (Voir ci-dessous le texte de la campagne). Vous pouvez y participer dès maintenant!

Pourquoi cette campagne ? : Après des années de lutte, le 17 janvier 1975 était votée la loi IVG, qui autorise les femmes à avorter dans des conditions sûres et légales. En 40 ans, ce droit s'est trouvé peu à peu renforcé en France (allongement du délai, remboursement par la sécurité sociale, suppression de la clause de détresse, etc.). Pourtant, l'accès à ce droit est encore entravé. Dans le monde, la généralisation de ce droit est loin d'être acquise.

Certains pays tentent de revenir en arrière. D'autres refusent d'avancer. A l'heure où les extrémismes religieux s'en prennent aux libertés, et peuvent provoquer une folie meurtrière, il est important de rappeler que les femmes en sont les premières victimes dans le monde. La mobilisation est plus que jamais nécessaire pour défendre les droits des femmes, et en particulier l'accès à l'avortement pour toutes, face à ces idéologies patriarcales et liberticides.

Héritières d'années de combats, nous voulons renouer avec un militantisme offensif, et la conquête du droit à l'avortement pour toutes les femmes, car il s'agit d'un droit qui doit être universel. En Europe même, il n'existe pas pour toutes. Les Européennes sont en effet profondément inégales. Là où l'avortement reste interdit : certaines doivent fuir à l'étranger, d'autres sont contraintes à des conditions sanitaires dramatiques. A l'échelle mondiale, l'avortement reste majoritairement interdit. 47 000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement clandestin.

Nous devons continuer à nous mobiliser pour défendre ce droit. Accessibilité limitée des centres IVG dans les zones rurales et pour les femmes handicapées, fermeture de centres depuis 2004, allongement des délais de prise en charge... En France, avorter s'apparente encore parfois à un parcours de la combattante. Un anniversaire historique, lançons une dynamique historique : pour un droit à l'avortement en Europe !

Comment participer ?

=> Vous pouvez participer au collage des affiches "BougezpourLIVG". nous organisons une Soirée Collage sur Paris ce Jeudi 15 janvier à 19:30hs. Vous pouvez vous y inscrire en remplissant [ce formulaire](#).

=> Vous pouvez venir le 17 janvier à l'événement #bougezpourLIVG [en vous inscrivant ici](#) Samedi 17 janvier, de 8H30 à 18H00 Mairie du 4ème 2 place Baudoyer, 75004

=> Vous pouvez dès à présent signer la pétition et en avant première pour un droit à l'avortement en Europe, pétition qui va ensuite tourner dans toute l'Europe et qui vise à collecter un million de signature, [en suivant ce lien](#)

=> Vous pouvez communiquer sur Facebook votre attachement au droit à l'IVG et cette campagne en affichant le bandeau ci-dessus sur les réseaux sociaux

TEXTES

3 - Je suis féministe, je suis Charlie - Chrisine Le Doare

7 janvier 2015, 11h30, la rédaction de Charlie Hebdo est victime d'un attentat terroriste ; deux jours plus tard, des juifs sont exécutés dans un commerce cascher. C'est probablement la première fois en France, que des fondamentalistes exécutent méthodiquement, implacablement, leurs cibles : « Vous allez payer parce que vous avez insulté le prophète » lâchent-ils en partant de Charlie Hebdo, pour justifier leur effroyable carnage. S'en suit une mobilisation sans précédent depuis la libération de Paris, soutenue un peu partout dans le monde libre.

Engagée, laïque, anticléricale, antiraciste, antifasciste, la féroce satire de Charlie Hebdo visait les pouvoirs économiques, politiques et religieux, la gauche, la droite, le FN souvent, toutes les religions, etc. Les tueurs, fondamentalistes islamistes qui ne tolèrent ni scepticisme ni désacralisation, ont voulu réduire au silence des libres-penseurs anticléricaux. Leurs cibles sont menacées depuis longtemps, mais qui pouvait imaginer que la lutte serait à ce point inégale : des dessins et des mots, des parisiens qui font leur course et des policiers en service, contre des tueurs lourdement armés ? La critique, la liberté d'expression, la liberté tout simplement, fusillées.

Cette liberté c'est la nôtre, celle du peuple français, c'est notre ADN commun. Curieusement pourtant, des voix se sont élevées pour dire «Je ne suis pas Charlie...», de féministes aussi, se dissociant de l'unanime élan de solidarité nationale, et allant jusqu'à prétendre que Charlie Hebdo était sexiste, raciste et «islamophobe». Diffamation caractérisée : Charlie Hebdo n'a jamais été ni raciste, ni « islamophobe » (1). Au contraire, il luttait, à sa façon, contre les idéologies haineuses. Mais je reconnais bien là la grossière manipulation rhétorique de certains «islamo-gauchistes» qui, d'ailleurs, fait autant de torts aux populations supposées être ou étant de religion musulmane, que celle du Front National. Le relativisme façon « Indigènes de la République » (2) est une insulte à la démocratie ; il a malheureusement imprégné jusqu'aux politiques de gauche, accordant notamment aux «grands-frères», un rôle plus que contestable.

« JeSuisCharlie » n'a jamais voulu dire : je valide tout le contenu de Charlie Hebdo, mais je suis pour la liberté de la presse, la critique des religions et leur caricature. Salir la liberté d'expression en justifiant son assassinat, quand on vit dans un pays démocratique, c'est le luxe des lâches.

Quant à être sexiste, Charlie Hebdo, parfois oui, parfois moins. Mais surtout, les pouvoirs politiques et religieux infantilisent, les femmes au premier chef, les réduisant aux rôles d'épouse et de mère, entravant leur autonomie, leur sexualité et leurs droits à disposer d'elles-mêmes comme elles l'entendent. A fortiori, les femmes qui vivent sous l'emprise de la charia payent le prix fort : restrictions de liberté (soumission totale à une autorité masculine, père, frère ou mari), interdits, sanctions (répudiation, lapidation...), etc.

Alors, bien sûr, Charlie n'était pas assez féministe, la gauche ne l'est jamais assez, mais son engagement contre le sexisme des religions en faisait un allié incontestable. N'oublions pas que des articles pro-féministes ont été publiés dans le magazine, ni le dessin de Charb en réponse aux 343 salauds ! Les unes sur l'avortement, la fête des mères «Vive la pilule», la GPA (un couple et une esclave), etc. ne nous ont pas échappé non plus et nous savions notamment Charb et Gérard Biar rédacteur en chef, pro-féministes et abolitionnistes de la prostitution.

Alors, c'est vrai que des femmes sont chaque jour et en grand nombre assassinées, aussi bien par des proches que par des régimes totalitaires, mais il ne fait aucun doute pour moi que tuer aveuglement des cibles désignées, pour imposer son point de vue, est un aboutissement des plus pervers du machisme.

Les terroristes sont des ultra-machistes, sont ce que les sociétés patriarcales produisent de pire. C'est donc bien aussi, en tant que féministe, que je pleure les courageux humoristes irrévérencieux qui, bien que lourdement menacés, ont jusqu'au bout tenu à remplir leur mission d'aiguillon des consciences. Sans naïveté aucune, sachant que toute tentative d'unité nationale, même contre la barbarie, est vite lézardée par des intérêts inconciliables ; que les pouvoirs politiques cherchent toujours à récupérer les mouvements populaires. Malgré tout, voir autant de gens soudés pour défendre nos libertés fondamentales et résister au terrorisme, m'a aidée comme beaucoup, à endurer ce cauchemar.

Bien sûr il y a des personnes racistes en France, le succès du Front National est là pour nous le rappeler. Mais, au cœur de ces heures oppressantes, nous n'avons déploré qu'à la marge, amalgames et actes de violence ; les français le savent, les musulmans sont aussi des cibles du terrorisme et d'ailleurs, nombreux sont ceux qui sont descendus dans la rue pour le rappeler et refuser que le nom de leur Dieu soit associé à la haine. Seuls les extrêmes confondent une stigmatisation et un rejet des musulmans avec la nécessité de combattre tout laxisme face à des dérives intégristes inacceptables et pire encore des actes de terreur.

Dans, l'adversité, l'exécutif a bien réagi et cette fois, j'ai trouvé François Hollande à la hauteur de l'évènement, rassembleur, responsable, rappelant que «Ceux qui ont commis ces actes, ces fanatiques, ces illuminés n'ont rien à voir avec la religion musulmane.», n'éluant pas la volonté délibérée de commettre «un acte antisémite» Porte de Vincennes et appelant «tous les Français à se lever dimanche, ensemble, pour porter ces valeurs de démocratie, de liberté de pluralisme».

Il y a un temps pour tout. Tous les prétextes pour affaiblir la mobilisation étaient autant de cadeaux faits aux terroristes ; s'opposer ensemble au terrorisme, n'empêche en rien d'avoir des opinions divergentes sur le reste, c'est juste une question de priorité. Sans être dupe pour autant des odieuses tentatives de récupération de ceux qui dans leur pays sont coupables d'atteinte à la liberté d'expression, dimanche, le peuple rassemblé a adressé unanime, un message aux groupes terroristes : le délit de blasphème n'existe pas, l'Islam, radical ou pas, comme toutes les religions, peut et doit être critiqué, non au terrorisme !

En revanche, nous devons maintenant interroger : les responsabilités de l'état sur l'échec de l'intégration de populations, aux valeurs «républicaines» ; le manque de perspicacité de nos gouvernements pour lutter contre les dérives intégristes et le terrorisme ; la faiblesse de la protection des personnes fortement menacées ; l'importance des liens entre le grand banditisme et le terrorisme ; le manque de surveillance des personnes identifiées dangereuses et l'ampleur du groupe «des buttes Chaumont» ; le rôle des imams qui endoctrinent et recrutent pour les filières djihadistes ; etc.

Il est temps de le dire haut et fort, confondre le racisme avec la lutte contre les dérives sectaires et même intégristes des religions, est criminel. Il n'y aurait pas de problème avec l'Islam ? Bien sûr que si ! Comme il y en a avec toutes les religions qui, toutes sans exception, ont un versant doux et éclairé et un versant beaucoup plus sectaire, totalitaire, pouvant aller jusqu'à l'intégrisme (Manifpourtous et Le communautarisme religieux qui se développe désobéissance civile avec le refus de marier des couples homosexuels, etc.). Toutes les religions sont fortement préjudiciables aux femmes, à leur autonomie et liberté, aux gays et aux lesbiennes aussi, et la religion musulmane n'est pas en reste.

Les religions chrétiennes sont en perte de vitesse, mais les religions musulmane et juive vivent un regain d'intérêt, se radicalisent et sont de plus en plus visibles dans l'espace public, à un point tel, il faut bien le dire, que nombre d'athées étouffent sous tant de religiosité ostentatoire. gaillardement sous nos yeux depuis des années, est propice à l'endoctrinement.

Il a mis sous emprise, dans toutes les religions, des familles, des quartiers, au point que leurs enfants se sentent, si jeunes, obligés d'être les porte-parole d'une religion qu'ils endossent tous, comme si cela allait de soi et que personne n'avait plus le droit d'être athée, et pratiquent d'une manière de plus en plus radicale.

Les enseignants qui témoignent de la journée de deuil national du 8 janvier font état de réactions d'enfants imperméables à l'humour, figés dans une foi aveugle, intransigeante : « Ils l'ont bien mérité : Ils n'avaient pas à insulter notre Prophète ». Ces enfants ne sont pourtant pas des intégristes ! Des macho-barbus dans la religion musulmane, (sous d'autres aspects

dans les autres religions), imposent souvent l'arbitraire et la violence de lois qu'ils décrètent coraniques et dont les principales victimes sont les femmes et les enfants.

Il n'y a pas que l'islamisme versions Hamas, Hezbollah ou Etat Islamique qui soient critiquables, trop rares sont les musulmans et ceux qui les représentent qui effectuent un travail critique sur leur textes et pratiques religieuses, et dénoncent haut et fort, l'imposture. De son côté, souvent complaisant, le «politiquement correct français» n'a eu de cesse de culpabiliser ceux qui s'interrogeaient sur le développement du communautarisme et des comportements radicaux de plus en plus envahissants.

Pour continuer de vivre ensemble, de partager l'espace public, la République a pourtant été contrainte de constamment procéder à des rappels, bien trop timides d'ailleurs, à la laïcité. Une immense cacophonie quand on y pense.

Pour bien vivre ensemble, il faudrait éviter de tout confondre : l'origine et la religion sont deux réalités bien différentes ; c'est le premier amalgame qu'il faut cesser de faire : le racisme existe, l'«islamophobie» non.

Il faut aussi cesser de prétendre que les religions sont opprimées en France, c'est faux ; en revanche, elles oppriment toujours les femmes et c'est un problème dans une République qui vise l'égalité entre les femmes et les hommes, inutile de se le cacher.

Ensuite, il faudrait avec constance, valoriser les valeurs d'humanisme et de respect mutuel au cœur du projet républicain, favoriser le dialogue et les échanges, briser les barrières et les replis ; ne jamais encourager mais combattre fermement toute dérive, toute radicalisation religieuse et/ou politique ; condamner inlassablement les idéologies, postures et délits tels que : stigmatisation et rejet des musulmans et supposés musulmans (personnes d'origine arabe et autres, dont français convertis) ; antisémitisme ; racisme ; arbitraire et violence des diktats religieux imposés le plus souvent par une domination masculine décomplexée ; sexisme ; atteinte à l'égalité ; atteinte à la laïcité ; atteinte à toutes les valeurs républicaines et de progrès.

La liberté, la démocratie, l'autonomie et l'émancipation des personnes et en particulier des femmes sont à ce prix. Parce que je suis féministe, forcément, JeSuisCharlie.

**1 - Le mot «islamophobe» a une histoire, il a été inventé par les islamistes dans le but d'interdire toute critique de l'islam radical. Il s'agit d'une atteinte au droit fondamental à exercer la liberté d'expression. Les religions ne sont que des croyances qui doivent pouvoir être critiquées. En utilisant ce mot, nous donnons du pouvoir aux islamistes pour réduire au silence leurs peuples d'abord et puis tous ceux qu'ils considèrent être des mécréants. Cessons d'être complices, de mélanger origine, religion et pouvoir. Le racisme existe, l'antisémitisme a une histoire, mais les religions elles, ne sont jamais à l'origine de phobie ; il y a les indifférents, les adeptes et ceux qui les combattent, le plus souvent pour d'excellentes raisons et c'est très différent. Une certaine gauche, certains intellectuels, les Indigènes de la République et leurs amis n'ont que ce mot à la bouche, il faut l'oublier.*

4 - Féministes, nous sommes Charlie, nous serons dans la rue dimanche ! - Les Éffontées

Les eFFRONTÉ-e-s seront présentes à la manifestation de ce dimanche 11 janvier, pour défendre la liberté d'expression et la mémoire de toutes les victimes de l'attentat du 7 janvier 2015.

Nous sommes profondément choquées de constater que la liberté d'expression coûte encore la vie à celles et ceux qui n'ont d'autres torts que d'être dessinateurs de presse libre. Notre pensée va à tous les journalistes, à toutes les féministes, à tous les insolents qui tiennent la tranchée dans des pays où la Liberté n'est pas un droit.

La liberté d'expression et de conscience, celle des femmes, des minorités ethniques, des

journalistes tyrannisés par les dictatures politiques et religieuses, est un concept fragile et compte beaucoup de martyrs. En République française, nous tentons de protéger ce concept, nous aurons toujours des ennemis jaloux pour lui faire violence.

L'identité de la France n'est liée ni à telle religion, ni à telle couleur de peau, mais est fondée sur des principes, Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité, qui sont nos plus grands trésors. *Ça tire* dans tant de pays, contre *satire* ici. Hier, des fous nous ont donné un aperçu de ce qu'était un état liberticide. Ils ont fait subir à des journalistes français les fatwas qui règnent ailleurs. Profitons-en pour nous ressouvenir du trésor qu'est, en France, l'État de droit, le droit à l'insolence, au blasphème, après des siècles de guerre civile et religieuse.

Nous tenons aussi à dénoncer le mouvement de stigmatisation qui frappe nos concitoyen-ne-s de confession musulmane qui sont, pour l'écrasante majorité d'entre eux, des gens tranquilles. Ce sont nos ami-e-s, nos camarades de classe, nos collègues de travail, ni violents, ni armés jusqu'aux dents. C'est dire l'horreur que nous inspire le spectacle de mosquées attaquées, ou le tag «Mort aux Arabes» sur les murs de la mosquée de Poitiers.

En France, la guerre civile, le choc des civilisations, sont des concepts qui nous sont étrangers. Ce serait, si on s'y pliait, la victoire des assassins et des ennemis de ce que représente la France ! Extrême-droite et fondamentalistes suffoquent de voir qu'on se mélange dans une République Une et Indivisible, eux qui plaident pour le repli identitaire. Les effFRONTé-e-s se battront pour que la France ne tombe pas dans le piège de la division où on l'attire.

4bis - Nous condamnons les attentats, Nous dénonçons la stigmatisation des musulmans, Nous refusons « l'union nationale ». Pour l'unité populaire contre la réaction, Pour la solidarité entre les peuples - Organisation de Femmes Égalité

Comme nous l'avons déjà dit dans notre communiqué du 7 janvier, nous avons été très affectées par les attentats qui ont visé le journal Charlie Hebdo, et nous les condamnons fermement. Ce sont des événements d'une violence inouïe, qui se sont traduits par l'assassinat de 12 personnes. Il est clair que les objectifs de ces assassins étaient de faire taire la liberté d'expression, la liberté de critiquer. Nous savons, de haute lutte, tout ce que les femmes d'aujourd'hui doivent à ces libertés, en termes d'avancées de leur situation ! Oh combien sommes-nous attachées à la lutte contre l'obscurantisme, à la défense de la laïcité, à la liberté de chacun de croire ou de ne pas croire. Nous qui contestons la politique d'austérité du gouvernement, nous savons bien ce que veut dire liberté de contester.

Cette attaque est grave. Elle exige une riposte qui ne peut pas être l'amalgame, la stigmatisation des musulmans. Nous dénonçons sans ambiguïté ces propos et ces attaques contre les femmes et les hommes de confession musulmane de notre pays, contre leurs lieux de culte. Nous refusons la division et la haine de l'autre, de celui qui est « différent », l'assimilation entre croyances religieuses et fanatisme. Cet amalgame participe à répandre le racisme anti-arabe.

Ce n'est pas non plus « l'union nationale » qui va nous permettre de trouver une solution : elle est appelée par tous ceux qui sont en grande partie responsables de cette situation dans laquelle se trouve notre pays. Depuis plusieurs années, le gouvernement actuel et ses prédécesseurs ont jeté les femmes et les hommes du peuple dans la misère. Ils mènent et défendent des politiques au service de la finance et du grand patronat, des politiques d'exploitation forcenée. Ce sont eux qui pillent les richesses en Afrique, au Moyen Orient et fomentent des guerres pour les intérêts des puissances impérialistes, sur le dos des peuples. Ce sont eux qui ont fait l'amalgame entre immigration et délinquance, qui ont pratiqué la

chasse à la population Rom. Ce sont eux, principalement les dirigeants de droite, qui ont banalisé l'intolérance et le racisme. Et ce sont leurs représentants qui appellent aujourd'hui à « l'union nationale » !?

Nous n'avons rien en commun avec eux ! Nous les combattons tous les jours, en dénonçant la loi Macron, la casse de nos maternités et de nos centres d'IVG, l'expulsion des sans-papiers... ; en nous insurgant contre leurs guerres, contre leur soutien à Israël qui massacre le peuple palestinien ; en créant des liens de solidarité de lutte avec les femmes et les peuples partout où nous le pouvons.

Nous sommes de celles et ceux qui pensent que les différences sont source d'enrichissement collectif ; que les valeurs de progrès, de tolérance sont de celles qui font le socle d'une société de progrès. Nous sommes dans un camp, celui des travailleuses et des travailleurs, des gens du peuple. C'est avec tous ceux qui partagent ces valeurs et les mêmes intérêts que nous voulons descendre dans la rue pour exprimer notre colère et notre peine, mais pas avec celles et ceux qui, avec cette vaste opération, tentent de cacher leur responsabilité dans la situation que vit actuellement notre pays.

Il est légitime de vouloir être dans la rue avec les milliers ou millions de gens qui y seront dimanche. Nous pouvons comprendre que certaines de nos adhérentes aient envie, individuellement, de participer à ces marches silencieuses, par solidarité avec les victimes, pour exprimer leur révolte contre ce fanatisme, pour défendre la liberté d'expression. Mais avec les valeurs que porte notre organisation : solidarité internationale, soutien aux luttes des peuples, rejet du libéralisme, défense des intérêts des femmes des milieux populaires, dénonciation du rôle joué par la social-démocratie..., avec ces valeurs, nous n'appelons pas à nous ranger tranquillement, silencieusement, derrière les ténors du libéralisme comprenant la droite, des hommes et des femmes réactionnaires, voire plus dans certaines villes, et ce en France et en Europe !

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

5 - La loi Veil à 40 ans - Films, Théâtre, Débats - Maison des Métallos - Paris - du 17 janvier

Le 17 janvier 1975, Simone Veil, ministre de la Santé de Valéry Giscard d'Estaing, fait voter son texte autorisant l'avortement en France avec l'appoint des voix de gauche, après un débat houleux. Nous proposons un spectacle d'après un texte d'Annie Ernaux qui raconte son avortement en 1963. Le 17 janvier 2015, aura lieu la projection d'un film sur le mouvement contre le projet d'une loi anti-avortement en Espagne l'an dernier et un débat sur ce sujet qui, quarante ans plus tard, surgit à nouveau dans l'actualité.

Théâtre : « *L'événement* » : En 1963, Annie Ernaux, enceinte alors qu'elle ne l'a pas souhaité, décide d'avorter. Commence pour elle un long et difficile parcours, l'avortement étant à cette époque interdit. Trouver celle qui l'aidera, se faire prescrire des antibiotiques, elle découvre surtout que rien de ce qui lui arrive alors n'est anodin. Sans lyrisme, ni dolorisme mais avec une précision poignante, l'auteure revient sur un drame qui a marqué un grand nombre de femmes dans l'indifférence et le silence le plus complet. Jean-Michel Rivinoff a imaginé ce monologue pour une actrice afin de faire entendre l'authenticité puissante et étonnante d'un texte qui plonge au plus profond d'un être.

17 janvier - 20h30 ; 18 janvier - 17h30

- *Film* : « *Yo decido. El tren de la libertad* ». « *Je décide. Le train de la liberté* » est un film collectif de 40 min. (Espagne, 2014, VOST). Alors que le Parlement espagnol prévoyait en

2014 une réforme destinée à restreindre, voire supprimer le droit à l'avortement, des milliers d'hommes et de femmes se mobilisent en Europe et obtiennent finalement son retrait.

17 janvier - 17h30 et 19h30 - entrée libre, réservation conseillée

- *Le débat* : autour de l'avortement de la France des années 70 à l'Espagne à l'Espagne d'aujourd'hui, avec l'équipe artistique de L'Événement, Laura del Sol, l'une des réalisatrices de Yo decido... et Mounya Boudiaf, metteure en scène de Haine des femmes

17 janvier - 21h30 - Entrée libre - Réservation conseillée.

- *Spectacle* : « *Haine des femmes* », Adapté par Mounya Boudiaf d'après *Laissées pour mortes* de Nadia Kaci et tiré de faits réels, le spectacle raconte la nuit de terreur en juillet 2001 en Algérie durant laquelle près de 500 hommes, enflammés par le prêche virulent de l'Imam de la mosquée locale, attaquèrent sauvagement et violèrent une centaine de femmes.

17 janvier - 18h30 - Entrée libre - Réservation conseillée

Pendant ces deux jours, nous proposons un tarif couplé pour les deux spectacles Haine des femmes et L'Événement : Tarif plein 24 euros - Tarif réduit 18 euros - Tarif Carte métallos et groupes 13 euros - Tarif jeune 8 euros

La Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11e M° ligne 2 arrêt Couronnes M° ligne 3 arrêt Parmentier

6 - Parisiennes debout ! - Mairie de Paris - 20 janvier - 18h00

Projection du film de Denis Gheerbrant « On a grèvé », suivie du court-métrage « les 18 du 57, Bd de Strasbourg » du Collectif des cinéastes pour les « sans-papiers ».

Débat « Femmes, Précarité et emploi à Paris, exemples de luttes actuelles », Animé par Rachel Silvera, Economiste, Université Paris Ouest Nanterre la Défense et sous-directrice du MAGE

Soirée en présence de Denis Gheerbrant, de Maryline Poulain CGT Paris, Claude Levy CGT HPE, Daba et Mariam en lutte dans les palaces et Fatou et Aminata en lutte dans le salon de coiffure du 57 Bd de Strasbourg

Inscription (obligatoire) : missionegalitefh.sg@paris.fr

Auditorium de l'Hôtel de Ville - Entrée : 5 rue de Lobau - 75004 - M° Hôtel de Ville

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, CONCERTS, TÉLÉVISION...

7 - Femmes libres en chansons - Radio Libertaire - Paris - 9 mars

Concert et émission de radio (Radio libertaire 89.4 FM), cette soirée, par la voix de plusieurs artistes, nous parle des amours, des violences subies et aussi des luttes des femmes. Amours joyeuses ou douloureuses, viol, prostitution, avortement, domination et, bien sûr, combats féministes se déclineront en musique.

Avec : Les Chanteurs livreurs, Claire de lune, Francesca Solleville, Mamia Cherif, Nelly Pouget, Véronique Pestel, Les Voix rebelles ... et autres surprises

Lundi 29 mars - 20h - Au Vingtième Théâtre, 7 rue des Plâtrières, 75020, métro Ménilmontant ou Gambetta

8 - Livre « Avortées clandestines » - Xavière Gauthier

Un livre de mémoire et d'engagement. Un état des lieux sur l'avortement en Europe et dans le monde. Des témoignages bouleversants de femmes qui ont avorté clandestinement en France avant la loi Veil.

Le 17 janvier 2015 aura lieu en France une grande manifestation pour célébrer les 40 ans de

la loi Veil qui, en dépénalisant l'avortement, autorisait enfin les femmes françaises à avorter dans des conditions sûres et légales. Aujourd'hui, la question revient sur le devant de l'actualité de façon alarmante : pressions insidieuses et fermeture de centres d'IVG en France ; remise en cause de la liberté d'avortement en Espagne... Si des milliers d'Espagnols, de Français, de Britanniques et de Belges n'avaient pas manifesté contre ce projet de loi restrictif, l'Espagne aurait rejoint les trois pays européens - la république de Malte, la Pologne et l'Irlande - qui interdisent l'avortement chacun à leur manière. Dans le monde, la situation est catastrophique : ainsi, une campagne internationale de 420 praticiens a-t-elle été lancée en septembre dernier pour dénoncer les pratiques abortives clandestines qui provoquent la mort de 50 000 femmes par an.

L'écrivaine Xavière Gauthier a décidé de recueillir les témoignages bouleversants de plusieurs dizaines de femmes qui ont avorté avant la loi Veil. C'était hier : « La faiseuse d'anges a commencé avec des queues de persil. J'étais allongée sur la table de la cuisine, j'ai fini par faire une septicémie » raconte Maryse. Et Élisabeth : « Elle a pris très cher, plus du salaire que j'ai eu ensuite au SMIC. » Et encore Michelle : « J'étais prête à aller jusqu'au bout, jusqu'à la mort. » Anne : « Elle m'a mis un mouchoir dans la bouche pour qu'on n'entende pas mes cris. » Jeanne : « Quand je suis arrivée au sixième étage, des hommes m'attendaient, ils m'ont montré leur carte de police, ils m'ont emmenée au poste. »

Ces femmes avaient 20 ans dans les années 1960, elles sont les survivantes des avortements clandestins qui tuaient une à dix femmes par jour, en France, avant la loi Veil. Pour Xavière Gauthier, consigner leurs témoignages était nécessaire « pour que les jeunes générations mesurent la valeur de la légalisation de l'avortement et se mobilisent contre le retour de cette barbarie ».

Xavière Gauthier, universitaire et chercheuse au CNRS, a signé de nombreux ouvrages dont *Surréalisme et sexualité* (éditions Gallimard), *Les Parleuses*, avec Marguerite Duras (éditions de Minuit), *La vierge rouge*, biographie de Louise Michel (éditions de Paris) et *Naissance d'une liberté - Contraception, avortement : le grand combat des femmes au XXe siècle* (éditions Robert Laffont et J'ai lu).

Éditions du Mauconduit - 272 pages, 19euros50 -